

## TUNISIE : L'ERREUR STRATÉGIQUE DES ADVERSAIRES DU PARTI ISLAMISTE ENNAHDA

*Le Monde* 14.11.11 par Barbara Loyer, professeur et  
Isabelle Feuerstoss, chercheur postdoctorante

Les élections tunisiennes ont donné la majorité des voix et des sièges au parti islamiste Ennahda. Ce dernier a développé durant toute la campagne un discours très modéré, assurant que son modèle était le parti AKP de Turquie, et qu'il ne voulait pas **modifier** le code de statut personnel mis en place par Habib Bourguiba.

Ce code constitué de 213 articles sur les modalités du mariage, de la filiation et de l'héritage, promulgué en 1956 et plusieurs fois amendé, fixe, par exemple, l'âge légal au mariage à 18 ans, stipule que le divorce devant le tribunal est la dissolution du mariage (et non la répudiation) et qu'il peut **avoir** lieu par consentement mutuel.

La campagne s'est beaucoup focalisée sur les résultats possibles de ce parti islamiste perçu par la plupart des autres formations avant tout comme religieux (anti-laïque) et antiféministe. Les partisans d'Ennahda, bien implantés dans toutes les catégories sociales, faisaient de leur côté **apparaître** la plupart de leurs adversaires comme des partis bourgeois, éloignés de la "vraie" Tunisie, du "peuple" et donc, par un glissement de sens implicite, proches des Occidentaux, en quelque sorte moins légitimes car moins tunisiens. Les islamistes et leurs familles ayant été durement réprimés par le régime Ben Ali, Ennahda bénéficiait d'une aura de "parti des résistants" (donc, implicitement, de patriotes), et surtout de martyrs (donc, implicitement encore, de "justes" face aux corrompus de l'ancien régime).

Les résultats de cette élection pourraient de ce fait **être** interprétés comme l'émergence de "la voix du peuple", et l'islamisme tel qu'il est défendu par Ennahda, quasiment comme un synonyme de souveraineté, le peuple ayant été privé d'expression politique par l'ancien régime. Une analyse plus précise permet d'en **donner** un autre éclairage. En effet, la très grande dispersion des candidats sur des dizaines de listes par circonscription a amené un grand nombre d'électeurs à **donner** leurs voix à des partis qui n'ont obtenu aucun député.

Il y avait 1 siège pour 60 000 habitants, puis 1 siège supplémentaire pour chaque 30 000 habitants au-delà des 60 000, et au maximum 10 sièges par circonscription. Or on a eu jusqu'à 95 listes pour 8 sièges dans la circonscription d'Ariana près de Tunis et, au mieux, 26 listes pour 5 sièges dans la circonscription de Kébili. Au total 655 listes indépendantes, 830 listes de partis et 34 listes de coalitions se sont présentées.

Du fait de cette extrême dispersion, entre 24 % et 49 % des voix se sont portées sur des listes qui n'ont pas eu d'élus (outre les votes blancs et les nuls), c'est-à-dire qu'entre le quart et la moitié des voix ont été perdues selon les circonscriptions, voix qui ne sont pas représentées au Parlement.

Les islamistes s'étant au contraire regroupés dans une seule formation politique, les voix qui se sont portées sur eux ont permis d'**élire** une majorité de députés. Il faut aussi **rappeler** que le système électoral avait mis en place une obligation de parité des listes, ce qui est une exceptionnelle avancée en matière d'égalité politique. Cependant 93 % des têtes de liste étaient des hommes, 7 % des femmes, et la dispersion, qui laissait **prévoir** que la plupart des partis n'auraient pas plus d'un député par circonscription, a amené nombre de femmes à **représenter** en tête de listes indépendantes ; dans le grand Tunis, on les compte par dizaines.

Ce choix s'est aussi soldé par un échec aux conséquences importantes, puisque sur les 49 élues de l'Assemblée constituante (sur 217 sièges), 42 sont d'Ennahda, alors même que ce parti n'a présenté qu'une seule femme en tête de liste. Mais ses bons résultats ont souvent permis l'élection du deuxième candidat dans chaque circonscription, toujours une femme grâce à la loi sur la parité.

Certes, on pourrait **expliquer** le dépôt d'un grand nombre de listes par l'image du jaillissement printanier de la liberté, et par l'inexpérience de la démocratie. Mais les islamistes ne se sont pas laissés **aller** au rêve de la liberté pour se **concentrer** sur une stratégie efficace de conquête, et ils ont compris du premier coup que la démocratie n'était pas seulement un idéal mais un outil de **pouvoir**.

C'est une incroyable erreur stratégique que celle de la désunion des adversaires d'Ennahda, dont la portée va bien au-delà de la Tunisie. Selon les points de vue, ce résultat électoral a renforcé l'association de l'islamisme à l'idée de liberté et d'identité ou a fait **percevoir** la démocratie comme source d'un danger islamiste. Une militante associative, déçue de la victoire d'Ennahda, se consolait en pensant que cette élection lui permettait de **connaître** "le poids réel de chacun". Mais c'est plutôt le succès d'une stratégie gagnante que l'on observe aujourd'hui ; sans l'éparpillement des voix, ce résultat aurait pu **être** très différent.

---

Barbara Loyer enseigne à l'Institut français de géopolitique (IFG) - Paris-VIII. Elle est membre du comité de rédaction de la revue "Hérodote".

Isabelle Feuerstoss est chercheur postdoctorante à l'IFG - Pôle Méditerranée - Paris-VIII.